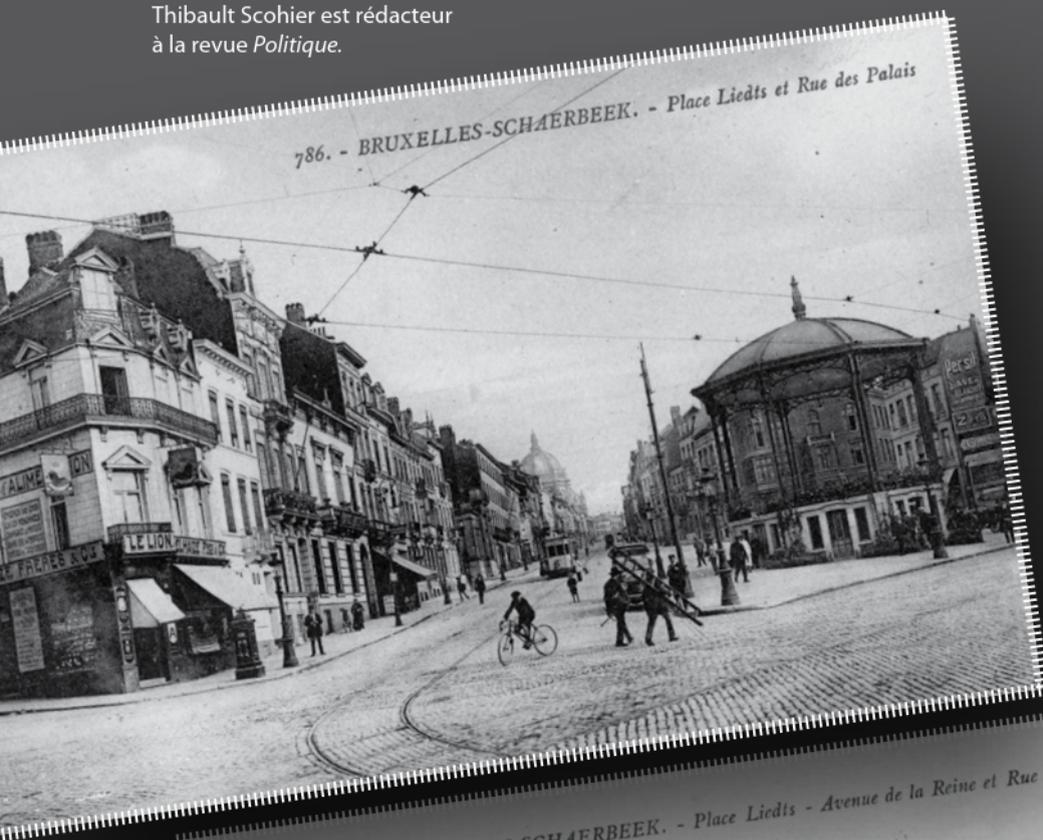


VILLE

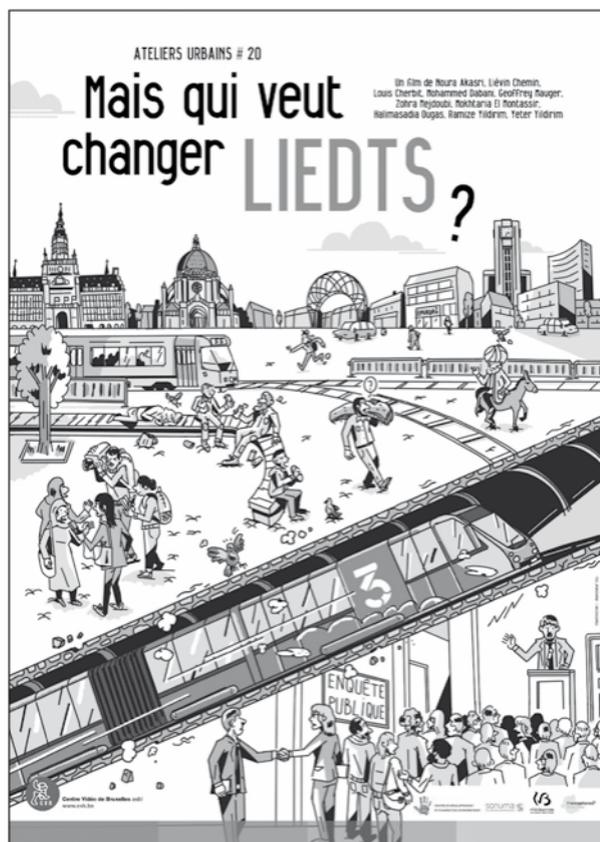
QU'EST-CE QUI TUE UN QUARTIER ?

Thibault Scohier

Thibault Scohier est rédacteur
à la revue *Politique*.



Les politiques urbaines tiennent-elles suffisamment compte des avis des premières personnes concernées par celles-ci, c'est-à-dire les habitants et les habitantes ? En suivant la mobilisation de riverain-es d'un quartier bruxellois autour d'un projet de réaménagement d'une place, un récent film-documentaire montre la tension entre le volontarisme politique et le besoin d'écoute de la population. Un cas... qui fait penser à bien d'autres.



Huit rues et quatre lignes de tram confluent à la place Liedts. Située à l'ouest de la commune de Schaerbeek, à Bruxelles, elle est au cœur du quartier populaire dit de la rue de Brabant. Oui mais voilà, cette place est aussi sur le tracé du Métro 3, grand projet des politiques de mobilité portées par la Région bruxelloise. Une station doit être creusée et va entraîner des travaux longs et importants ; à terme, le métro doit aussi remplacer le tram 55 et, promettent ses promotrices¹, redynamiser le nord de la ville et le rendre plus accessible et plus ouvert... mais à qui ?

Car comme dans de nombreux cas, notamment celui du quartier Stalingrad dont nous avons déjà parlé dans la revue *Politique*², de nombreuses habitantes ont l'impression qu'on impose, d'en haut, des transformations sans entendre leur avis ou leurs besoins ; pire, que le Métro 3 serait le cache-nez d'une politique de gentrification des quartiers populaires, qui est ouvertement défendue par certaines responsables bruxelloises, comme le secrétaire d'État bruxellois en charge de l'Urbanisme et du Patrimoine Pascal Smet (Vooruit)³. Pour prendre le pouls de la place Liedts, qui de mieux que celles qui y vivent ? C'est dans cette optique qu'a été produit et réalisé le long-métrage documentaire, *Mais qui veut changer Liedts ?*

Fruit d'un travail collectif, non seulement de captation de la parole des concernées mais aussi de recherche sur les transformations induites par le chantier du métro, le film raconte d'abord Schaerbeek et Bruxelles comme des lieux en perpétuelle transformation. Son ouverture, qui alterne photographies d'époque et prises contemporaines, évoque cet état de ville en mutation. Surtout, il donne la parole à plusieurs générations d'habitantes qui sont arrivées lors de phases migratoires différentes. Un vieil homme d'origine turque, ancien tenancier d'un snack,

1 Dans cet article, le féminin fait office d'indéfini.

2 Voir T. Scohier, « La démocratie des bétonneuses », *Politique*, décembre 2021, <https://bit.ly/3rpi3Te>, sur un autre film documentaire produit par le CVB dans le cadre des Ateliers urbains : *Stalingrad, avec ou sans nous ?*

3 Qui se veut aujourd'hui célèbre pour répéter régulièrement qu'il veut faire le bonheur des gens « malgré eux ».

parle avec humour de ces différentes vagues qui se chassent les unes les autres. Lui-même s'est installé après les italiennes et les grecques qui lui prophétisaient un sort semblable; et aujourd'hui il doit vendre son commerce, sans doute à des personnes issues de l'immigration polonaise ou à des néerlandophones.

LA MOBILITÉ : AFFAIRE POLITIQUE OU DÉMOCRATIQUE ?

La démographie de la place Liedts est donc le résultat d'un *melting pot* et la scène d'un multiculturalisme quotidien que les riveraines craignent de voir disparaître ou s'homogénéiser avec l'arrivée du métro et, partant, celle des promoteurs immobiliers et de nouvelles catégories d'habitantes aux revenus plus élevés. Le film questionne la manière dont sont menés ces grands projets *top-down* : l'expérience du terrain, loin d'être légitimée et recherchée, doit au contraire disparaître grâce à un travail de communication bien mené. C'est une antienne qu'on entend aujourd'hui beaucoup : « *Si vous vous opposez, c'est que vous n'avez pas compris.* » La pédagogie – comprenez le marketing – devient l'élément moteur de l'acceptation des grands projets urbains, et non la co-construction avec les habitantes.

Mais qui veut changer Liedts ? suit les riveraines dans leurs démarches, d'abord pour comprendre et s'in-

LA PLACE LIEDTS N'EST PLUS CONSIDÉRÉE COMME UN ESPACE COMMUN ET COLLECTIF, MAIS COMME UNE ZONE URBAINE À DÉVELOPPER.

former et ensuite éventuellement pour s'opposer au projet et militer en faveur d'autres solutions de mobilité. Son montage rend frappante la différence de dynamique entre le monde politique, qui crée un imaginaire autour du projet à grand renfort de panneaux ou de vidéos explicatives et les habitantes qui s'organisent, se rassemblent, discutent, s'entraident, bref mettent en place des procédures démocratiques pour faire entendre leur voix ou défendre leurs intérêts. Loin de l'image d'une meute animalisée et destructrice⁴, ce qui pointe ici c'est l'intelligence collective – à laquelle on peut, bien sûr, opposer d'autres intérêts et d'autres besoins de mobilité mais, montre le film, sans que les pouvoirs publics essaient jamais de parler à son niveau, à égalité avec elle.

Ce qui semble se dessiner, en forme de bilan, c'est le rejet, par l'establishment politique, de toute tentative de construire une démocratie urbaine hors du cadre institutionnel des communes et de la Région. La concertation, prévue dans la loi, aura beau mettre en évidence une opposition considérable au projet de métro, elle aboutira à une validation puisque l'avis des habitantes n'est toujours qu'un avis, qui n'a pas le même impact que celui de l'administration, des élues, des expertes ou encore, de manière moins visible, des gros promoteurs. La place Liedts n'est plus considérée comme un espace commun et collectif, mais comme une zone urbaine à développer. La mobilité n'est pas construite à partir des besoins concrets, mais d'une vision de la *smart city*, toujours en croissance, où l'investissement et l'attractivité comptent plus que la vie réelle des commerçantes et des riveraines.

4 Si ce fantasme a la vie dure, il ne doit pas occulter que des phénomènes de violence, comme le harcèlement d'élues, peuvent bel et bien avoir lieu, par exemple, récemment, à Anderlecht suite au plan Good Move.

«VU ET REVUE»

Cet article s'inscrit dans le cadre du cycle « Vu et revue », partenariat entre le Centre vidéo de Bruxelles (CVB) et la revue *Politique*. Ensemble, nos associations organisent depuis 2021 des projections-débats autour de films produits par le CVB et traitant des thématiques sociales et politiques. Dans ce cadre, plusieurs analyses ont déjà été produites et sont disponibles sur notre site.

La projection-débat de *Mais qui veut changer Liedts ?* aura lieu le 12 décembre au cinéma Aventure, date à confirmer et information à trouver sur nos comptes présents sur les réseaux sociaux.

LA DÉMOCRATIE URBAINE : VERS UN GRAND REcul ?

Mais qui veut changer Liedts ? arrive, comme qui dirait, à point nommé. Ces derniers mois ont en effet vu les débats sur la mobilité à Bruxelles s'échauffer, non seulement entre la majorité régionale et son opposition mais même au sein de celle-ci. Le PS et Ecolo, en particulier, se sont écharpés par médias interposés sur l'opportunité de bétonner des espaces verts en logements sociaux ; le cas le plus emblématique étant la friche Josaphat⁵. En septembre, les signaux envoyés par le PS et Vooruit ont redoublé, notamment lors du salon de l'immobilier Realty où Nawal Ben Hamou, secrétaire d'État bruxelloise au Logement (PS), a évoqué une possible suppression des commissions de concertation.

Au-delà du symbole, mettant en avant des liens entre les décideuses politiques et les promoteurs immobiliers, liens décriés depuis plusieurs décennies, la situation actuelle révèle à quel point le politique se méfie de la démocratie urbaine. Pascal Smet se référant par exemple au phénomène Nimby (*Not In My Backyard* « pas dans mon jardin ») pour expliquer l'opposition des riveraines aux projets portés par la Région⁶. Ce qui est vite devenu un élément de communication sur les réseaux sociaux a pourtant une portée politique considérable, puisqu'il présuppose que les citoyennes ne sont pas capables de poser des choix rationnels quand leurs intérêts sont en jeu, ouvrant la voie à une interprétation particulièrement technocratique de la politique communale et régionale.

5 Lire par exemple J. Thomas, « Bruxelles : le dossier symbolique de la friche Josaphat s'enlise », *Le Soir*, 25 juillet 2022, <https://bit.ly/3M1Tzcc>.

6 A. De Marneffe, « Nouvelles tensions entre écologistes et socialistes bruxellois : Alain Maron reprend Rudi Vervoort de volée », *La Libre*, 21 septembre 2022, <https://bit.ly/3LY7DDO>.

LES PARTIS RESTENT ATTACHÉS À UNE CONCEPTION TRÈS TECHNIQUE DES POLITIQUES URBAINE ET DE MOBILITÉ.

L'Arau (Atelier de recherche et d'action urbaines), association connue pour défendre au contraire la démocratie urbaine, n'a pas manqué de réagir, mais en retournant les arguments de la secrétaire d'État contre elle : plutôt que de perdre du temps dans les tuyauteries administratives, les projets pourraient être construits beaucoup plus efficacement et rapidement à l'échelon des quartiers eux-mêmes. Comme le note leur communiqué : c'est « *en impliquant les habitants et les associations, en les écoutant, en leur permettant d'exercer pleinement leurs droits (y compris celui de ne pas être d'accord!)* » qu'on construit réellement un avenir commun.

DEUX PHILOSOPHIES

Loin d'être anecdotique ou de pouvoir être réduit à un simple clash politicien, la tension qui traverse la majorité bruxelloise et même certaines associations illustre la friction qui oppose des visions irréductibles de la politique urbaine. Alors que la bruxellisation (c'est-à-dire les grands projets destructeurs et la corruption qui leur est inhérente) est décriée par toutes depuis des décennies, les partis n'en demeurent pas moins attachés à une conception très technique des politiques urbaine et de mobilité ; alors que de nombreuses associations et collectifs de quartier considèrent que ces dernières devraient toujours partir de l'expérience pratique des habitantes et leur laisser une place active (et pas seulement informationnelle ou consultative) dans les processus de décision. Une vraie démocratie urbaine a le défaut de toutes les démocraties plus directes : une instabilité qui est le propre de la décision vraiment collective ; mais elle a aussi l'énorme avantage de calibrer les projets en fonction des besoins réels et d'ainsi créer une adhésion forte à ceux qui seront choisis en commun.

Dans le cas de la place Liedts, les riveraines s'exprimant dans le documentaire ne sont pas rétives au changement. Les commerçantes, par exemple, font état de leur besoin de certaines politiques – propreté, sécurité – et évoquent également d'autres manières de revivifier la mobilité du quartier. Mais toujours en pensant à partir de celui-ci et de celles qui y vivent, et non pas de plans établis verticalement à des niveaux stratosphériques. Il faudra bien que Bruxelles choisisse son modèle : démocratie ou expertise urbaine, pratique collective ou grands projets... Le choix n'est pas encore fermé. ■

7 « Nawal Ben Hamou attaque la démocratie urbaine », Arau, 22 septembre 2022, <https://bit.ly/3fy2eam>.